

**No. 26457**

---

**MULTILATERAL**

**European Charter of local self-government. Concluded at  
Strasbourg on 15 October 1985**

*Authentic texts: English and French.*

*Registered by the Secretary-General of the Council of Europe, acting on  
behalf of the Parties, on 6 March 1989.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Charte européenne de l'autonomie locale. Conclue à Stras-  
bourg le 15 octobre 1985**

*Textes authentiques : anglais et français.*

*Enregistrée par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, agissant au  
nom des Parties, le 6 mars 1989.*

## CHARTÉ<sup>1</sup> EUROPÉENNE DE L'AUTONOMIE LOCALE

### PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Charte,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Considérant qu'un des moyens par lesquels ce but sera réalisé est la conclusion d'accords dans le domaine administratif;

Considérant que les collectivités locales sont l'un des principaux fondements de tout régime démocratique;

Considérant que le droit des citoyens de participer à la gestion des affaires publiques fait partie des principes démocratiques communs à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe;

Convaincus que c'est au niveau local que ce droit peut être exercé le plus directement;

Convaincus que l'existence de collectivités locales investies de responsabilités effectives permet une administration à la fois efficace et proche du citoyen;

Conscients du fait que la défense et le renforcement de l'autonomie locale dans les différents pays d'Europe représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la décentralisation du pouvoir;

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1988, soit le premier jour du mois qui a suivi l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle quatre Etats membres du Conseil de l'Europe avaient déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, conformément au paragraphe 2 de l'article 15 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation (A)</i>	
Allemagne, République fédérale d* (Avec déclaration d'application au <i>Land Berlin</i> .)	17 mai	1988
Autriche*	23 septembre	1987
Chypre*	16 mai	1988
Danemark*	3 février	1988 A
(Avec déclaration de non-application au Groenland et aux îles Féroé.)		
Liechtenstein*	11 mai	1988
Luxembourg	15 mai	1987
* Voir p. 67 du présent volume pour le texte des déclarations faites lors de la ratification ou de l'acceptation.		

Par la suite, la Charte est entrée en vigueur pour l'Etat ci-après le premier jour du mois qui a suivi l'expiration d'une période de trois mois, après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, conformément au paragraphe 3 de l'article 15 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>	
Espagne* (Avec effet au 1 <sup>er</sup> mars 1989.)	8 novembre	1988
* Voir p. 67 du présent volume pour le texte des déclarations faites lors de la ratification ou de l'acceptation.		

Affirmant que cela suppose l'existence de collectivités locales dotées d'organes de décision démocratiquement constitués et bénéficiant d'une large autonomie quant aux compétences, aux modalités d'exercice de ces dernières et aux moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

Sont convenus de ce qui suit :

#### *Article 1*

Les Parties s'engagent à se considérer comme liées par les articles suivants de la manière et dans la mesure prescrites par l'article 12 de cette Charte.

#### PARTIE I

#### *Article 2.* FONDEMENT CONSTITUTIONNEL ET LÉGAL DE L'AUTONOMIE LOCALE

Le principe de l'autonomie locale doit être reconnu dans la législation interne et, autant que possible, dans la Constitution.

#### *Article 3.* CONCEPT DE L'AUTONOMIE LOCALE

1. Par autonomie locale, on entend le droit et la capacité effective pour les collectivités locales de régler et de gérer, dans le cadre de la loi, sous leur propre responsabilité et au profit de leurs populations, une part importante des affaires publiques.

2. Ce droit est exercé par des conseils ou assemblées composés de membres élus au suffrage libre, secret, égalitaire, direct et universel et pouvant disposer d'organes exécutifs responsables devant eux. Cette disposition ne porte pas préjudice au recours aux assemblées de citoyens, au référendum ou à toute autre forme de participation directe des citoyens là où elle est permise par la loi.

#### *Article 4.* PORTÉE DE L'AUTONOMIE LOCALE

1. Les compétences de base des collectivités locales sont fixées par la Constitution ou par la loi. Toutefois, cette disposition n'empêche pas l'attribution aux collectivités locales de compétences à des fins spécifiques, conformément à la loi.

2. Les collectivités locales ont, dans le cadre de la loi, toute latitude pour exercer leur initiative pour toute question qui n'est pas exclue de leur compétence ou attribuée à une autre autorité.

3. L'exercice des responsabilités publiques doit, de façon générale, incomber, de préférence, aux autorités les plus proches des citoyens. L'attribution d'une responsabilité à une autre autorité doit tenir compte de l'ampleur de la nature de la tâche et des exigences d'efficacité et d'économie.

4. Les compétences confiées aux collectivités locales doivent être normalement pleines et entières. Elles ne peuvent être mises en cause ou limitées par une autre autorité, centrale ou régionale, que dans le cadre de la loi.

5. En cas de délégation des pouvoirs par une autorité centrale ou régionale, les collectivités locales doivent jouir, autant qu'il est possible, de la liberté d'adapter leur exercice aux conditions locales.

6. Les collectivités locales doivent être consultées, autant qu'il est possible, en temps utile et de façon appropriée, au cours des processus de planification et de décision pour toutes les questions qui les concernent directement.

*Article 5. PROTECTION DES LIMITES TERRITORIALES  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES*

Pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet.

*Article 6. ADÉQUATION DES STRUCTURES ET DES MOYENS ADMINISTRATIFS  
AUX MISSIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES*

1. Sans préjudice de dispositions plus générales créées par la loi, les collectivités locales doivent pouvoir définir elles-mêmes les structures administratives internes dont elles entendent se doter, en vue de les adapter à leurs besoins spécifiques et afin de permettre une gestion efficace.

2. Le statut du personnel des collectivités locales doit permettre un recrutement de qualité, fondé sur les principes du mérite et de la compétence; à cette fin, il doit réunir des conditions adéquates de formation, de rémunération et de perspectives de carrière.

*Article 7. CONDITIONS DE L'EXERCICE DES RESPONSABILITÉS  
AU NIVEAU LOCAL*

1. Le statut des élus locaux doit assurer le libre exercice de leur mandat.

2. Il doit permettre la compensation financière adéquate des frais entraînés par l'exercice du mandat ainsi que, le cas échéant, la compensation financière des gains perdus ou une rémunération du travail accompli et une couverture sociale correspondante.

3. Les fonctions et activités incompatibles avec le mandat d'élu local ne peuvent être fixées que par la loi ou par des principes juridiques fondamentaux.

*Article 8. CONTRÔLE ADMINISTRATIF DES ACTES DE COLLECTIVITÉS LOCALES*

1. Tout contrôle administratif sur les collectivités locales ne peut être exercé que selon les formes et dans les cas prévus par la Constitution ou par la loi.

2. Tout contrôle administratif des actes des collectivités locales ne doit normalement viser qu'à assurer le respect de la légalité et des principes constitutionnels. Le contrôle administratif peut, toutefois, comprendre un contrôle de l'opportunité exercé par des autorités de niveau supérieur en ce qui concerne les tâches dont l'exécution est déléguée aux collectivités locales.

3. Le contrôle administratif des collectivités locales doit être exercé dans le respect d'une proportionnalité entre l'ampleur et l'intervention de l'autorité de contrôle et l'importance des intérêts qu'elle entend préserver.

*Article 9. LES RESSOURCES FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES*

1. Les collectivités locales ont droit, dans le cadre de la politique économique nationale, à des ressources propres suffisantes dont elles peuvent disposer librement dans l'exercice de leurs compétences.

2. Les ressources financières des collectivités locales doivent être proportionnées aux compétences prévues par la Constitution ou la loi.

3. Une partie au moins des ressources financières des collectivités locales doit provenir de redevances et d'impôts locaux dont elles ont le pouvoir de fixer le taux, dans les limites de la loi.

4. Les systèmes financiers sur lesquels reposent les ressources dont disposent les collectivités locales doivent être de nature suffisamment diversifiée et évolutive pour leur permettre de suivre, autant que possible dans la pratique, l'évolution réelle des coûts de l'exercice de leurs compétences.

5. La protection des collectivités locales financièrement plus faibles appelle la mise en place de procédures de péréquation financière ou des mesures équivalentes destinées à corriger les effets de la répartition inégale des sources potentielles de financement ainsi que des charges qui leur incombent. De telles procédures ou mesures ne doivent pas réduire la liberté d'option des collectivités locales dans leur propre domaine de responsabilité.

6. Les collectivités locales doivent être consultées, d'une manière appropriée, sur les modalités de l'attribution à celles-ci des ressources redistribuées.

7. Dans la mesure du possible, les subventions accordées aux collectivités locales ne doivent pas être destinées au financement de projets spécifiques. L'octroi de subventions ne doit pas porter atteinte à la liberté fondamentale de la politique des collectivités locales dans leur propre domaine de compétence.

8. Afin de financer leurs dépenses d'investissement, les collectivités locales doivent avoir accès, conformément à la loi, au marché national des capitaux.

#### *Article 10.* LE DROIT D'ASSOCIATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1. Les collectivités locales ont le droit, dans l'exercice de leurs compétences, de coopérer et, dans le cadre de la loi, de s'associer avec d'autres collectivités locales pour la réalisation de tâches d'intérêt commun.

2. Le droit des collectivités locales d'adhérer à une association pour la protection et la promotion de leurs intérêts communs et celui d'adhérer à une association internationale de collectivités locales doivent être reconnus dans chaque Etat.

3. Les collectivités locales peuvent, dans des conditions éventuellement prévues par la loi, coopérer avec les collectivités d'autres Etats.

#### *Article 11.* PROTECTION LÉGALE DE L'AUTONOMIE LOCALE

Les collectivités locales doivent disposer d'un droit de recours juridictionnel afin d'assurer le libre exercice de leurs compétences et le respect des principes d'autonomie locale qui sont consacrés dans la Constitution ou la législation interne.

### PARTIE II. DISPOSITIONS DIVERSES

#### *Article 12.* ENGAGEMENTS

1. Toute Partie s'engage à considérer comme liée par vingt au moins des paragraphes de la partie I de la Charte dont au moins dix sont choisis parmi les paragraphes suivants :

- Article 2,
- Article 3, paragraphes 1 et 2,
- Article 4, paragraphes 1, 2 et 4,
- Article 5,
- Article 7, paragraphe 1,

- Article 8, paragraphe 2,
- Article 9, paragraphes 1, 2 et 3.
- Article 10, paragraphe 1,
- Article 11.

2. Chaque Etat contractant, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, notifie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les paragraphes choisis conformément à la disposition du paragraphe 1 du présent article.

3. Toute Partie peut, à tout moment ultérieur, notifier au Secrétaire Général qu'elle se considère comme liée par tout autre paragraphe de la présente Charte, qu'elle n'avait pas encore accepté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article. Ces engagements ultérieurs seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la Partie faisant la notification et porteront les mêmes effets dès le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### *Article 13. COLLECTIVITÉS AUXQUELLES S'APPLIQUE LA CHARTE*

Les principes d'autonomie locale contenus dans la présente Charte s'appliquent à toutes les catégories de collectivités locales existant sur le territoire de la Partie. Toutefois, chaque Partie peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, désigner les catégories de collectivités locales ou régionales auxquelles elle entend limiter le champ d'application ou qu'elle entend exclure du champ d'application de la présente Charte. Elle peut également inclure d'autres catégories de collectivités locales ou régionales dans le champ d'application de la Charte par voie de notification ultérieure au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### *Article 14. COMMUNICATION D'INFORMATIONS*

Chaque Partie transmet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute information appropriée relative aux dispositions législatives et autres mesures qu'elle a prises dans le but de se conformer aux termes de la présente Charte.

### PARTIE III

#### *Article 15. SIGNATURE, RATIFICATION, ENTRÉE EN VIGUEUR*

1. La présente Charte est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Charte entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle quatre Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Charte, conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Charte, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

### Article 16. CLAUSE TERRITORIALE

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Charte.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Charte à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Charte entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

### Article 17. DÉNONCIATION

1. Aucune Partie ne peut dénoncer la présente Charte avant l'expiration d'une période de cinq ans après la date à laquelle la Charte est entrée en vigueur en ce qui la concerne. Un préavis de six mois sera notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette dénonciation n'affecte pas la validité de la Charte à l'égard des autres Parties sous réserve que le nombre de celles-ci ne soit jamais inférieur à quatre.

2. Toute Partie peut, conformément aux dispositions énoncées dans le paragraphe précédent, dénoncer tout paragraphe de la partie I de la Charte qu'elle a accepté, sous réserve que le nombre et la catégorie des paragraphes auxquels cette Partie est tenue restent conformes aux dispositions de l'article 12, paragraphe 1. Toute Partie qui, à la suite de la dénonciation d'un paragraphe, ne se conforme plus aux dispositions de l'article 12, paragraphe 1, sera considérée comme ayant dénoncé également la Charte elle-même.

### Article 18. NOTIFICATIONS

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifie aux Etats membres du Conseil :

- a. Toute signature;
- b. Le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c. Toute date d'entrée en vigueur de la présente Charte, conformément à son article 15;
- d. Toute notification reçue en application des dispositions de l'article 12, paragraphes 2 et 3;
- e. Toute notification reçue en application des dispositions de l'article 13;
- f. Toute autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Charte.

[*Pour le testimonium et les signatures, voir p. 64 du présent volume.*]

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Charter.

DONE at Strasbourg, this 15th day of October 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary-General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each Member State of the Council of Europe.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Charte.

FAIT à Strasbourg, le 15 octobre 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

For the Government  
of the Republic of Austria:

HANS G. KNITEL

Pour le Gouvernement  
de la République d'Autriche :

For the Government  
of the Kingdom of Belgium:

JAN R. VANDEN BLOECK

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Belgique :

For the Government  
of the Republic of Cyprus:

Salzburg, 8 October 1986

DINOS MICHAELIDES

Pour le Gouvernement  
de la République de Chypre :

For the Government  
of the Kingdom of Denmark:

ERLING V. QUAADE

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Danemark :

For the Government  
of the French Republic:

HENRI OURMET

Pour le Gouvernement  
de la République française :



For the Government  
of the Federal Republic  
of Germany:

Pour le Gouvernement  
de la République Fédérale  
d'Allemagne :

GÜNTER KNACKSTEDT  
HORST WAFFENSCHMIDT

For the Government  
of the Hellenic Republic:

Pour le Gouvernement  
de la République hellénique :

AGAMEMNON KOUTSOGIORGAS

For the Government  
of the Icelandic Republic:

Pour le Gouvernement  
de la République islandaise :

Strasbourg, le 20 novembre 1985

GEIR HALLGRIMSSON

For the Government  
of Ireland:

Pour le Gouvernement  
d'Irlande :

For the Government  
of the Italian Republic:

Pour le Gouvernement  
de la République italienne :

OSCAR L. SCALFARO

For the Government  
of the Principality of Liechtenstein:

Pour le Gouvernement  
de la Principauté de Liechtenstein :

NICOLAS DE LIECHTENSTEIN

For the Government  
of the Grand Duchy of Luxembourg:

Pour le Gouvernement  
du Grand-Duché de Luxembourg :

JEAN SPAUTZ

For the Government  
of Malta:

Pour le Gouvernement  
de Malte :

For the Government  
of the Kingdom of the Netherlands:      Pour le Gouvernement  
du Royaume des Pays-Bas :  
Strasbourg, le 7 janvier 1988  
WICHER ONCKO SERVATIUS

For the Government  
of the Kingdom of Norway:      Pour le Gouvernement  
du Royaume de Norvège :

For the Government  
of the Portuguese Republic:      Pour le Gouvernement  
de la République portugaise :  
JOÃO PEREIRA BASTOS

For the Government  
of the Kingdom of Spain:      Pour le Gouvernement  
du Royaume de l'Espagne :  
FELIX PONS IRAZAZABAL

For the Government  
of the Kingdom of Sweden:      Pour le Gouvernement  
du Royaume de Suède :  
Strasbourg, 4 October 1988  
LENNART MYRSTEN

For the Government  
of the Swiss Confederation:      Pour le Gouvernement  
de la Confédération suisse :

For the Government  
of the Turkish Republic:      Pour le Gouvernement  
de la République turque :  
Strasbourg, 21 November 1988  
TURHAN FIRAT

For the Government  
of the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland:      Pour le Gouvernement  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord :

DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION OR ACCEPTANCE (A)      DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION OU DE L'ACCEPTATION (A)

AUSTRIA

AUTRICHE

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

“Die Republik Österreich erklärt gemäß Artikel 12 Absatz 2, die nachstehenden Artikel und Absätze der Europäischen Charta der lokalen Selbstverwaltung für sich als bindend anzusehen:

- Artikel 2,
- Artikel 3 Absatz 1 und 2,
- Artikel 4 Absatz 1 und 4,
- Artikel 5,
- Artikel 7 Absatz 1,
- Artikel 9 Absatz 1 bis 3,
- Artikel 10 Absatz 1,

Ferner:

- Artikel 4 Absatz 6,
- Artikel 6 Absatz 1 und 2,
- Artikel 7 Absatz 3,
- Artikel 8 Absatz 1 und 3,
- Artikel 9 Absatz 4 bis 8,
- Artikel 10 Absatz 2 und 3.”

“In accordance with Article 12, paragraph 2 of the Charter, the Republic of Austria declares to consider herself bound by the following Articles and paragraphs:

- “— Article 2
- “— Article 3, paragraphs 1 and 2,
- “— Article 4, paragraphs 1 and 4,
- “— Article 5,
- “— Article 7, paragraph 1,
- “— Article 9, paragraphs 1 to 3,
- “— Article 10, paragraph 1,

“and:

- “— Article 4, paragraph 6,

« Conformément à l'Article 12, paragraphe 2 de la Charte, la République d'Autriche déclare qu'elle se considère liée par les Articles et paragraphes suivants :

- Article 2
- Article 3, paragraphes 1 et 2,
- Article 4, paragraphes 1 et 4,
- Article 5,
- Article 7, paragraphe 1,
- Article 8, paragraphes 1 à 3,
- Article 10, paragraphe 1,

et :

- Article 4, paragraphe 6,

“— Article 6, paragraphs 1 and 2,  
 “— Article 7, paragraph 3,  
 “— Article 8, paragraphs 1 and 3,  
 “— Article 9, paragraphs 4 to 8,  
 “— Article 10, paragraphs 2 and 3.”

— Article 6, paragraphes 1 et 2,  
 — Article 7, paragraphe 3,  
 — Article 8, paragraphes 1 et 3,  
 — Article 9, paragraphes 4 à 8,  
 — Article 10, paragraphes 2 et 3. »

### CYPRUS

“In accordance with Article 12 of the said Charter the Republic of Cyprus does not consider itself bound by Article 5 and paragraph 2 of Article 7 of the Charter.”

### DENMARK (A)

“In accordance with Article 12, paragraph 2, cf. paragraph 1, the Kingdom of Denmark considers itself bound by the European Charter of Local Self-Government in its entirety.

“In accordance with Articles 13 and 16 the Kingdom of Denmark considers that the provisions of the Charter shall apply to its municipalities (“kommuner”) and counties (“amtskommuner”) with the exception of the Metropolitan Council (“Hovedstadsradet”).”

### FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

#### “Erklärung zu Art. 13 Satz 2 der Charta

In der Bundesrepublik Deutschland ist der Anwendungsbereich der Charta im Land Rheinland-Pfalz auf die Gemeinden, Verbandsgemeinden und Kreise, in den anderen Ländern auf die Gemeinden und Kreise beschränkt.

### CHYPRE

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

Conformément à l’Article 12 de ladite Charte la République de Chypre ne se considère pas liée par l’Article 5 et par le paragraphe 2 de l’Article 7 de la Charte.

### DANEMARK (A)

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

Conformément à l’Article 12, paragraphe 2, cf. paragraphe 1, le Royaume de Danemark se considère lié par la Charte européenne de l’autonomie locale dans son intégralité.

Conformément aux Articles 13 et 16, le Royaume de Danemark considère que les dispositions de la Charte s’appliqueront à ses communes (“kommuner”) et comtés (“amtskommuner”) à l’exception du Conseil Métropolitain (“Hovedstadsradet”).

### RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D’ALLEMAGNE

<sup>1</sup> Traduction fournie par le Conseil de l’Europe.  
<sup>2</sup> Translation supplied by the Council of Europe.

*Erklärung zu Art. 12 Abs. 2 der Charta*

Die Bundesrepublik Deutschland betrachtet sich mit folgenden Ausnahmen an alle Absätze des Teiles I der Charta als gebunden:

1. Im Land Rheinland-Pfalz gilt Artikel 9 Absatz 3 nicht für die Verbandsgemeinden und Kreise;
2. In den anderen Ländern gilt Artikel 9 Absatz 3 nicht für die Kreise.”

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

*“Article 13, second sentence*

“In the Federal Republic of Germany, the scope of the Charter is confined to *Gemeinden*, *Verbandsgemeinden* and *Kreise* in Land Rhineland-Palatinate and to *Gemeinden* and *Kreise* in the other [Länder].

*“Article 12, paragraph 2*

“The Federal Republic of Germany considers itself bound by all paragraphs of Part I of the Charter, with the following exceptions:

“1. In Land Rhineland-Palatinate, Article 9, paragraph 3, does not apply to *Verbandsgemeinden* and *Kreise*.

“2. In the other [Länder], Article 9, paragraph 3, does not apply to *Kreise*.”

*Article 13, deuxième phrase*

En République Fédérale d'Allemagne, le champ d'application de la Charte est limité aux *Gemeinden*, *Verbandsgemeinden* et *Kreise* dans le Land de Rhénanie-Palatinat et aux *Gemeinden* et *Kreise* dans les autres Länder.

*Article 12, paragraphe 2*

La République Fédérale d'Allemagne se considère liée par tous les paragraphes de la Partie I de la Charte avec les exceptions suivantes :

1. Dans le Land de Rhénanie-Palatinat, l'article 9, paragraphe 3, ne s'applique pas aux *Verbandsgemeinden* et aux *Kreise*;

2. Dans les autres Länder, l'article 9, paragraphe 3, ne s'applique pas aux *Kreise*.

*LIECHTENSTEIN*

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

In accordance with Article 12, paragraph 2 of the Charter, the Principality of Liechtenstein considers itself bound by the following Articles and paragraphs:

- Article 2
- Article 3, paragraph 1
- Article 4, paragraphs 1, 2, 3, 4, 5 and 6

*LIECHTENSTEIN*

« Conformément à l'Article 12, paragraphe 2 de la Charte, la Principauté de Liechtenstein déclare qu'elle se considère liée par les Articles et paragraphes suivants :

- Article 2
- Article 3, paragraphe 1
- Article 4, paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6

<sup>1</sup> Translation supplied by the Council of Europe.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Conseil de l'Europe.

<sup>1</sup> Traduction fournie par le Conseil de l'Europe.

<sup>2</sup> Translation supplied by the Council of Europe.

- |  |  |
|--|--|
| — Article 5                              | — Article 5                              |
| — Article 6, paragraph 1                 | — Article 6, paragraphe 1                |
| — Article 7, paragraphs 1 and 3          | — Article 7, paragraphes 1 et 3          |
| — Article 8, paragraphs 1, 2 and 3       | — Article 8, paragraphes 1, 2 et 3       |
| — Article 9, paragraphs 1, 2, 5, 6 and 7 | — Article 9, paragraphes 1, 2, 5, 6 et 7 |
| — Article 10, paragraph 1                | — Article 10, paragraphe 1               |
| — Article 11.                            | — Article 11. »                          |

*SPAIN**ESPAGNE*

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

“El Reino de España declara que la Carta Europea de la Autonomía Local se aplicará en todo el territorio del Estado en relación con las colectividades contempladas en la legislación española de régimen local y previstas en los artículos 140 y 141 de la Constitución. No obstante, el Reino de España únicamente no se considera vinculado por el apartado 2 del artículo 3 de la Carta en la medida en que el sistema de elección directa en ella previsto haya de ser puesto en práctica en la totalidad de las colectividades locales incluidas en el ámbito de aplicación de la misma.”

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

The Kingdom of Spain declares that the European Charter of Local Self-Government shall apply to the whole national territory as far as the authorities regulated by the Spanish law on local authorities and foreseen in Articles 140 and 141 of the Constitution are concerned. However, the Kingdom of Spain does not consider itself bound by paragraph 2 of Article 3 of the Charter to the extent that the system of direct suffrage foreseen therein should be implemented in all local authorities falling within the scope of the Charter.

« Le Royaume d'Espagne déclare que la Charte Européenne de l'Autonomie Locale s'appliquera dans tout le territoire national en ce qui concerne les collectivités auxquelles la législation espagnole de régime local fait référence et qui sont prévues dans les articles 140 et 141 de la Constitution. Néanmoins, le Royaume d'Espagne ne se considère pas lié par le paragraphe 2 de l'article 3 de la Charte dans la mesure où le système d'élection directe prévu par elle devrait être mis en œuvre dans la totalité des collectivités locales incluses dans le cadre de son application. »

<sup>1</sup> Translation supplied by the Council of Europe.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Conseil de l'Europe.